

Endeuillée, Kinshasa retient son souffle

CONGO Alors qu'elle compte ses morts, la ville se prépare à un week-end à haut risque

► Kinshasa craint de nouvelles explosions de violence.
► Samedi, deux marches, organisées par la majorité et l'opposition, se dérouleront dans la capitale.

Kinshasa ne se contente pas de compter ses morts, 32 selon le bilan officiel, plus de cent selon l'opposition. En plus d'être déchirée par la polémique concernant les responsabilités, la ville retient son souffle dans la crainte de nouvelles explosions de violence : samedi, en effet, - si elles ne sont pas annulées d'ici là, ce que commanderait le bon sens - deux marches devraient avoir lieu, l'une organisée par la majorité présidentielle et l'autre par le Rassemblement de l'opposition. La coalition de la majorité présidentielle compte organiser « une grande marche de soutien aux conclusions du dialogue national inclusif » tandis que de son côté, Etienne Tshisekedi, le leader de l'UDPS, a décidé de prendre la tête d'un deuil national, où il accompagnerait les défunts en cortège jusqu'au cimetière. Aucune date n'a cependant été précisée pour cette nouvelle source de tensions potentielles. Le gouverneur de Kinshasa, M. André Kimbuta, a annoncé que la ville-province prendrait en charge les funérailles de toutes les victimes.

En attendant samedi, nou-

velle « journée de tous les dangers », la vie reprend timidement ses droits. Beaucoup de boutiques, redoutant les pillages, ont gardé volets clos et la circulation était inhabituellement fluide. Les enfants n'ont pas été à l'école, les parents jugeant préférable de ne pas prendre ce risque. Un couvre-feu non déclaré est observé dans certains quartiers, dont nul ne sort à la tombée de la nuit.

Des observateurs relèvent aussi un déploiement militaire inhabituel : une centaine de soldats sont posés aux abords de l'échangeur de Limete, d'où sont parties les manifestations et aux abords du camp Mobutu, un grand nombre de militaires et de policiers ont été déployés. Selon certaines sources des interpellations auraient eu lieu à l'intérieur même du camp et mardi, la rumeur avait couru selon laquelle des enfants de militaires du camp se seraient emparés d'armes pour se joindre aux pillages. Ce qui s'expliquerait par la situation

difficile des épouses et des enfants des militaires, qui sont entassés dans des conditions déplorables dans d'immenses camps militaires qui ceinturent la ville.

Des boutiques, redoutant les pillages, ont gardé volets clos et la circulation était fluide

L'armée congolaise déployée à Kinshasa ne serait-elle pas fiable, ses meilleurs éléments ayant été déployés dans l'Est du pays, notamment à Beni ? On peut se poser la question au vu des informations qui nous ont été communiquées

par une source fiable, selon laquelle des militaires s'exprimant en anglais, vraisemblablement des Tanzaniens seraient venus prêter main-forte aux militaires et aux policiers congolais.

Ce ne serait pas la première fois : en 2001 déjà, lors des funérailles de Laurent Désiré Kabila, des soldats venus de « pays amis » l'Angola et surtout la Tanzanie, avaient assuré le calme à Kinshasa.

Sur le plan politique, dans un message lu à la télévision nationale par son directeur de cabinet, le président Kabila, sans se prononcer sur le fond, a attribué à l'opposition la res-

ponsabilité des « tristes événements », insistant sur le fait que « le recours à l'insurrection ne pouvait constituer une alternative au dialogue ».

Le dialogue, momentanément suspendu, devrait reprendre vendredi, mais l'Eglise catholique a suspendu sa participation et le climat de confiance, s'il a jamais existé, est fortement détérioré. Pour sa part, le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme appelle les autorités à « construire des ponts avec l'opposition » car « une crise de grande envergure pourrait survenir prochainement ». ■

COLETTE BRAECKMAN

COMMENTAIRE

COLETTE BRAECKMAN

CONGO : UN APPEL AU BON SENS

Plombé. Le « dialogue national » censé reprendre ce vendredi semble totalement plombé par la violence qui couve encore à Kinshasa. Quand donc le bon sens va-t-il reprendre le dessus ? Si de nouveaux dérapages devaient se produire, ce pays pourrait devenir un Burundi à la centième puissance ! Or quelques évidences inquiétantes se dégagent des derniers et dramatiques événements, dont la première est que nul ne tient ses troupes : où était le service d'ordre de l'opposition lorsque des jeunes enrégés se livraient à des pillages et brûlaient vifs des policiers ? Où étaient la police ou l'armée lorsque des nervis, se réclamant du camp présidentiel, boutaient le feu au siège de partis d'opposition ? Si de nouvelles manifestations sont organisées, avec risques de dérapage à la clé, il est presque certain que la police nationale, insuffisamment formée, ne réussira pas à garder son sang-froid et fera de nouvelles victimes. Une autre certitude, c'est que si le Congo, ce pays continent, replonge dans une forme de guerre civile, aucune force, pas même les 20.000 Casques bleus de la Monusco, ne pourra l'arrêter au bord du précipice.

C'est pourquoi, même plombé, hypothéqué voire torpillé, le dialogue demeure incontournable. Mais il doit être élargi aux absents, tenir compte de leurs exigences et de leurs objections, être garanti par un médiateur ayant la confiance de tous, qui épaulerait Edem Kodjo et n'hésiterait pas à placer chacun devant ses responsabilités, y compris une opposition dite radicale qui pousse les jeunes dans la rue en étant incapable de les encadrer. Ce dialogue devrait aussi être conforté par un président qui, enfin, accepterait de parler franchement et de fixer des échéances précises. Il ne faudrait cependant pas grand-chose pour que revienne un minimum de sérénité : la bonne foi de toutes les parties, le respect des engagements et, osons le dire, un certain désintéressement. C'est peut-être trop demander...